

SEANCES DU VENDREDI 18 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 18 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 1836.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Rapports de commissions. Chapitres I, II, IV et V. — Discussion (reprise). — *Orateurs*: MM. Lepaffe, Content, De Bremaeker, Pinoie, Donnay, Vandenhove, Hofman, Bourgois, Mme Coorens, MM. Holsbeke, De Baere, p. 1836.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1836.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Commissieverslagen. Hoofdstukken I, II, IV en V. — Bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Lepaffe, Content, De Bremaeker, Pinoie, Donnay, Vandenhove, Hofman, Bourgois, mevrouw Coorens, de heren Holsbeke, De Baere, blz. 1836.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTERLe procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.La séance est ouverte à 10 heures.
De vergadering wordt geopend te 10 uur.

CONGE — VERLOF

Mme Aelvoet, pour deuil familial, demande d'excuser son absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Aelvoet, wegens familierouw.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Reprise de la discussion de rapports

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Hervatting van de bespreking van verslagen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi portant des dispositions fiscales par la poursuite de l'examen des rapports relatifs aux chapitres I, II, IV et V.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen met de voortzetting van de bespreking van de verslagen die betrekking hebben op de hoofdstukken I, II, IV en V.

La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, je me limiterai dans cette discussion à l'étude d'un seul problème: celui de la construction.

La presse nous a appris que la décision est tombée: la TVA passera à 17 p.c. tant pour les constructions neuves que pour les constructions «jeunes», c'est-à-dire celles qui ont moins de vingt ans d'âge.

Pourquoi aborder ce problème? Parce qu'une discussion constitue en fait une réflexion et une critique qui nous conduiront à poser, monsieur le ministre, une question extrêmement précise. Je n'y ai pas jusqu'ici trouvé de réponse. Elle me paraît importante.

Pourquoi le problème de la construction est-il exemplaire? D'abord, parce que, dans ce secteur économique, nous assistons, sous la pression des événements, à une double attaque gouvernementale.

D'une part, elle a porté sur les investissements publics et leur réduction à 64 p.c. Je sais que des hypothèses de privatisation sont avancées, mais tout le monde se rend compte qu'elles ne sont pas d'effet immédiat.

D'autre part, elle s'est concrétisée par la diminution des encouragements à la commande privée.

La situation antérieure en matière de TVA avait pourtant donné quelque espoir. Dans certaines régions du pays tout au moins, le secteur de la construction avait connu un léger progrès, grâce à l'abaissement du taux de TVA à 6 p.c.

Le problème de la construction est exemplaire également en ce qui concerne les promesses non tenues. Le Premier ministre fait souvent état de la légitimité que lui ont donnée les dernières élections et le succès qu'il y a remporté. Mais ce succès était fondé sur des promesses électorales précises; parmi ces dernières, celle du maintien de la TVA à 6 p.c., en faveur duquel les partis de la majorité s'étaient exprimés avec une touchante unanimité. Cette promesse est actuellement oubliée.

D'autres promesses avaient été faites au secteur lui-même à l'occasion de la table ronde de la construction, parmi lesquelles on trouvait l'engagement gouvernemental de maintenir une situation similaire à celle créée par les mesures temporaires de 1983.

Bien sûr, aujourd'hui, vous formulez des propositions.

Vous avez fait état, monsieur le ministre, de l'élargissement du système de la déductibilité fiscale des intérêts. Vous avez signalé — et cela me paraît une bonne préoccupation — que l'avantage est déplacé des entrepreneurs aux familles et que vous avez tenté de respecter une certaine sélectivité par la déductibilité d'un revenu cadastral différent selon l'état de fortune. Si votre intention n'est pas complètement réalisée, cette mesure est néanmoins efficace et intéressante.

Rappelons que l'instauration de cette déductibilité se situe à un moment où le taux des intérêts a fortement baissé et où la valeur économique de la mesure — c'est-à-dire le bénéfice pour l'acquéreur —

diminue évidemment d'autant. Pour le particulier, le bénéfice est désormais réparti sur douze ans et, calculé selon les simulations qui ont été faites, il représente les deux tiers du bénéfice immédiat qu'apportait la réduction de la TVA à 6 p.c.

Dès lors, on se rend compte — et les calculs le démontrent — que, dans ce passage annoncé de 10 à 12 ans, la déductibilité sera pratiquement réduite à néant en ce qui concerne les dernières années et donc réellement inefficace.

Vous maintenez la TVA à 6 p.c. en matière de rénovation quand l'immeuble est suffisamment ancien. Or, les débats en commission ont révélé beaucoup d'incertitudes à ce sujet. Vous avez fait preuve d'optimisme, monsieur le ministre, dans certaines de vos réponses et interventions, y compris en séance publique. mais je crains que votre appréciation large des cas d'espèce ne se révèle, le temps venu, extrêmement difficile, compte tenu des conditions mises à l'application de cette règle.

Ce qui me paraît le plus important ici, c'est l'appréciation économique de la situation.

On peut dire que les mesures prises favorisent surtout l'acquisition d'immeubles anciens et beaucoup moins la construction nouvelle, notamment depuis que la décision fixant la TVA à 17 p.c. est définitivement touchée.

Là, nous nous heurtons au problème de l'emploi et c'est sur ce point, monsieur le ministre, que je voudrais obtenir de votre part des éclaircissements.

Je suis frappé de constater que les milieux intéressés annoncent 40 000 chômeurs de plus en quatre ans, les chiffres cités pouvant être éventuellement réduits mais pas dans des proportions importantes. Simultanément, ils annoncent — et c'est la réalité — une augmentation du nombre des faillites; et nous connaissons les conséquences en cascade des faillites complémentaires.

Je comprends mal — parce que je n'ai jamais trouvé de réponses précises et convaincantes de votre gouvernement — comment vous réagissez, monsieur le ministre, aux simulations multiples qui ont été faites et qui tiennent compte du coût d'un chômeur, ainsi que de la perte en cascade d'impôts découlant du fait que vous défavorisez la construction neuve, ce qui écarte, dans votre chef, la notion des droits de succession, des droits d'enregistrement, des opérations de revente, etc. En effet, si les taux de TVA et les droits d'enregistrement placent l'imposition en Belgique, malheureusement d'ailleurs, en tête des impositions européennes, ils procurent néanmoins du rapport.

Pour refuser de conserver un taux de TVA moindre, le gouvernement fait valoir qu'il est tenu de respecter une enveloppe budgétaire. Je crois que c'est une erreur. Cette enveloppe a été fixée théoriquement et ne tient pas compte de l'essor à moyen et à long terme.

Des rapports scientifiques, difficilement contestables, ont été fournis, à l'époque, au gouvernement, montrant combien une augmentation de la taxe est un mauvais calcul dans le secteur de la construction, compte tenu des retombées économiques, des aspects sociaux et du fait que, finalement, la construction d'un immeuble ou la vente de celui-ci rendent plus sérieux encore, en période économique difficile: le vieil adage «Quand le bâtiment va, tout va».

Si vous n'en êtes pas convaincu, monsieur le ministre, voudriez-vous, dans une réponse techniquement approfondie, même s'il ne vous est pas possible de nous la donner avant la fin de ce débat, nous expliquer pourquoi vous rejetez cette argumentation selon laquelle, à moyen ou à long terme, les retombées économiques et sociales d'un essor voulu, volontariste, donné à la construction ne seraient pas celles que vous escomptiez?

C'est le refus d'une attitude de progrès et le refus de tenir les promesses faites.

Pour terminer mon intervention, je vous ferai observer, monsieur le ministre, que, dans la chaleur de l'été et son excitation — que vous invoquerez certainement comme vous l'avez déjà fait précédemment —, c'est un membre du gouvernement, notre collègue M. Dalem, qui a eu les mots les plus durs pour le maintien de la TVA à 12 p.c. lorsqu'il a déclaré: «Cette décision, je ne crains pas de le dire, est indécente.»

Voilà, monsieur le ministre, le gouvernement accusé, et même pas par nous, d'attentat à la pudeur économique et sociale. Peut-être le ministre de la Justice va-t-il légiférer dans ce domaine. Quant à nous, nous n'avons qu'une sanction possible. Vous la connaissez: c'est le refus de ces dispositions. (Applaudissements sur divers bancs.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Content.

De heer Content. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal mij in dit debat beperken tot de coördinatiecentra waarvan sprake in de artikelen 41 tot 44.

Dit onderwerp is zoveel omvattend en technisch dat ik mij bij voorbaat verontschuldigd voor de vele vragen en opmerkingen die ik dienaangaande aan de minister wil stellen.

Uit de memorie van toelichting begrijp ik dat de coördinatiecentra als opzet hebben België opnieuw aantrekkelijk te maken voor de buitenlandse ondernemingen. Door fiscale voordelen te verlenen aan coördinatiecentra voor dienstverlening binnen de groep hoopt de regering dat deze groep ook andere investeringen zal doen in België en alzo tot de economische groei en tewerkstelling zal bijdragen. Dit afgeleide effect kan nu nog niet, zo zegt de regering, worden geëvalueerd. Het is hiervoor nog te vroeg.

In de commissie voor de Financiën van de Kamer van volksvertegenwoordigers zei de minister van Financiën op 30 april 1986, bij een interpellatie van de heer Coëme over de toepassing van de wetgeving betreffende de coördinatiecentra, het volgende: «A vrai dire, l'arrêté royal n° 187 est une expérience. Après trois ou quatre années d'expérience, on peut arriver à la conclusion que ces grands groupes financiers internationaux ont retrouvé le chemin de la Belgique. Aujourd'hui, il existe 96 centres agréés.»

Wat zijn coördinatiecentra eigenlijk? Een coördinatiecentrum, zo zegt de memorie van toelichting, is een vennootschap met rechtspersoonlijkheid of een Belgisch filiaal van een buitenlandse vennootschap met rechtspersoonlijkheid die, ten eerste, bepaalde dienstverlenende activiteiten uitoefent voor de groep; die ten tweede, deel uitmaakt van een groep die internationaal is, die een bepaalde kapitaal heeft en een omzet van minimum 1,10 miljard; die ten derde, na verloop van twee jaar, minimum 10 voltijdse werknemers heeft; die ten vierde, erkend is door de Koning.

Een eerste opmerking dienaangaande, mijnheer de minister, in verband met de dienstverlenende activiteiten. De regering heeft voor de lijst dienstverlenende activiteiten duidelijk geput uit artikel 5 van het OESO-modelverdrag van 1977 tot vermijding van dubbele belastingen.

Ze heeft de lijst met activiteiten nu toch uitgebreid bijvoorbeeld met verzekering en herverzekering, centralisatie van de financiële handelingen en het dekken van de wisselrisico's. Schijnbaar heeft men zich daardoor problemen op de hals gehaald want in artikel 42 van dit wetsontwerp lezen we dat geen coördinatiecentra kunnen worden opgericht door financiële instellingen of verzekeringsinstellingen.

Sta mij toe die uitbreiding van activiteiten in detail te bespreken.

Mijn eerste vraag betreft de verzekering, die wel in tegenspraak is met het antwoord van de minister van Financiën op vraag nr. 36 van 16 december 1983 van de heer Coëme.

Toen heeft de minister van Financiën bevestigd dat bijvoorbeeld een geheel van verzekeringsondernemingen onder het koninklijk besluit nr. 187 een herverzekeringsonderneming kunnen oprichten die uitsluitend voor de stichtende ondernemingen, dit wil zeggen verzekeringsondernemingen, zou werken. Kan de minister soms verklaren waarom hij nu expliciet terugkomt op deze stelling van zijn voorgangers?

Mijn tweede opmerking betreft de centralisatie van financiële handelingen. De administratie schijnt zich te verzetten tegen de herfacturatie door het centrum aan derden, zelfs indien dit gebeurt in de hoedanigheid van commissionair. Activiteiten op dit vlak als facturatieagent of als factor schijnen daarentegen wel toegelaten te worden. Ik kan ter zake verwijzen naar de studie *Belastingvrije Coördinatiecentra*, Keymeulen, Kluwer Fiscale Praktijkstudies 2, pagina 6 en 7. Kan de minister deze houding van de administratie soms verklaren?

Mijn derde opmerking is eigenlijk een vraag. Ze betreft de financiële handelingen. Graag had ik van de minister vernomen welke de concrete mogelijkheden zijn van een coördinatiecentrum om aan *sale and lease back* te doen binnen de groep.

Mijn volgende opmerking betreft de groep en het multinationale karakter ervan. De regering wenst via dit ontwerp, meer bepaald door artikel 41, 1°, zichzelf het recht voor te behouden criteria voor te schrijven voor het vaststellen van het multinationaal karakter van een groep. Hier is dus duidelijk iets misgelopen.

In zijn antwoord op de interpellatie van de heer Coëme, waar ik herhaaldelijk moet naar verwijzen, verklaart de minister van Financiën: «Vous avez souligné le problème posé par l'établissement à l'étranger.

Là aussi, je vous réponds par l'affirmative. Nous allons probablement apporter quelques modifications aux critères et les rendre un peu plus sévères et sélectifs, de telle sorte qu'il s'agisse, d'une manière beaucoup plus nette, de groupes à caractère multinational et international. Ces modifications interviendront sur deux ou trois points qui doivent être réajustés, sans en aucune manière remettre en question l'essence même du centre de coordination. D'ailleurs, des contacts sont toujours pris avec les intéressés. C'est un bon principe, qu'on doit retrouver dans tous les domaines et dans tous les secteurs. Celui qui ne fait pas cela commet une grave erreur, ne fût-ce qu'une erreur de tactique élémentaire.»

Mag ik daaromtrent volgende vragen stellen:

Ten eerste, zijn deze contacten met de geïnteresseerden ondertussen afgelopen? Ten tweede, is hieruit een akkoord gekomen? Ten derde, welke zijn de twee of drie punten waarop volgens de minister wijzigingen dienen te worden aangebracht?

Of is het doorschuiven van de criteria aan de Koning het middel voor deze regering om bij de onderhandelingen de handen vrij te houden en niet gebonden te zijn door een eigen duidelijke mening, vertolkt in het Parlement waaraan later het akkoord kan worden getoetst?

Dit lijkt niet alleen het geval voor de criteria voor het multinationale karakter van de coördinatiecentra, maar ook voor de consolidatie-operatie en het pensioensparen. Het is al te gek vast te stellen dat de regering op dergelijke toch wel belangrijke punten in onderhandeling is en alle parlementaire controle onmogelijk maakt doordat zij zich verschuilt achter de rug van de Koning.

Artikel 42 van het ontwerp bepaalt dat geen fiscaal begunstigde coördinatiecentra kunnen worden opgericht door financiële ondernemingen en verzekeringsondernemingen. In de voorgestelde wettekst staat duidelijk «opgericht door (...) bedoelde instellingen». In de memorie van toelichting lees ik op pagina 17 echter «dat in de groep waarvoor een erkend coördinatiecentrum optreedt geen banken of verzekeringsmaatschappijen worden aanvaard». Dit blijkt echter niet uit de wettekst. Dient deze dan niet te worden aangepast en heeft de minister de garantie dat alle reeds erkende coördinatiecentra, geen enkele groep, bank, spaarkas of verzekeringsmaatschappij in hun midden tellen?

Ik kom nu terug tot artikel 41. Dit artikel van het ontwerp voert uitsluitend voor de coördinatiecentra een nieuw criterium in betreffende het uitgeven van leningen en het bezitten van aandelen.

Kan de minister soms toelichten waarom deze nieuwe criteria ingeschreven werden? Verder wordt in het nieuwe 4° van artikel 41 in verband met het uitgeven van leningen en handelswissels bepaald dat de Koning het verbod kan doorbreken «voor de in vreemde valuta luidende en in het buitenland te plaatsen effecten en voor zover waarborgen worden gegeven dat deze effecten rechtstreeks noch onrechtstreeks worden verworven door natuurlijke of rechtspersonen die zijn onderworpen aan de personenbelasting of de rechtspersonenbelasting.»

En nu mijn opmerkingen.

Ik veronderstel dat het hier uitsluitend gaat om de Belgische personen- of rechtspersonenbelasting. Aangezien dit artikel evenwel niet wordt opgenomen in het Wetboek van de inkomstenbelastingen is het misschien goed dit te vermelden. Hoe kan een coördinatiecentrum waarborgen dat dergelijke effecten in de loop van hun bestaan nooit zouden worden doorgegeven of worden verkocht aan personen die deze niet zouden mogen hebben volgens artikel 41, 2°? Hoe wil de regering trouwens controleren wat met deze effecten gebeurt als ze eenmaal zijn uitgegeven?

Volgens het 5° van artikel 41 mogen de coördinatiecentra geen aandelen meer bezitten in om het even welke vennootschap. Ik veronderstel dat ze nog wel het beheer mogen waarnemen van de aandelen die in het bezit zijn van de andere vennootschappen van de groep? Of valt dit niet meer onder de toegelaten dienstverlenende activiteiten van artikel 1?

Een van de voorwaarden voor de coördinatiecentra is dat ze na verloop van twee jaar 10 personen voltijds in dienst moeten hebben. Moeten we hierbij niet expliciet vermelden dat deze 10 personen in België aan de personenbelasting onderworpen dienen te zijn? Of is de minister van oordeel dat een coördinatiecentrum aan de voorwaarde voldoet wanneer het 10 buitenlandse kaderleden in dienst neemt, die allen gebruik zullen maken van de fiscale voordelen die hun — buiten de wet om — worden verleend op basis van de administratieve omzendbrief van 8 augustus 1983?

Met artikel 43 van dit ontwerp wijzigen we artikel 29, 2°, van de wet van 11 april 1983 dat reeds werd gewijzigd door artikel 40 van de wet van 27 december 1984. Toen reeds zegde de minister van Financiën volgens de memorie van toelichting: «Er is evenwel vastgesteld dat de

bijzondere vrijstelling zou kunnen leiden tot gebruiken die de wetgever zeker niet heeft willen bevoordelen.» Op basis hiervan werd de toepassing van de fictieve roerende voorheffing met betrekking tot de inkomsten van schulden of leningen beperkt. Nu gebeurt hetzelfde met betrekking tot uitgekeerde winsten.

Mijn vragen spreken voor zichzelf. Kunnen we hieruit afleiden dat de wijziging aangebracht door de wet van 27 december 1984 een slag in het water was en dat ze werd omzeild via winstuitkeringen? Kan hier niet worden gesproken van een *type d'une législation bâclée, établie à la hâte*?

Misschien kan ik professor Tiberghien citeren, uit *De Standaard* van maandag 7 juli. Het oordeel van deze onverdachte persoon over de wetgeving van de coördinatiecentra is vernietigend voor de regering. Hij schrijft: «Dergelijke fouten van de wetgever zijn bijna uitsluitend te wijten aan de ultra korte tijd die de regering aan de specialisten van de administratie toestaat om «tegen morgenvroeg een kort stukje tekst op te stellen.» Zo ongeveer gelijk de autofabrikant die aan zijn ingenieurs zou mededelen dat hij hoogdringend tractoren moet bouwen om in velden van rozenkwekers te rijden en dat hij «tegen morgenvroeg» enzovoorts.

Op die manier kan men niet anders dan slechte wetten maken die steeds opnieuw moeten worden herzien. Ik weet wel dat niet u alleen, mijnheer de minister, daarvoor verantwoordelijk is, maar dit neemt niet weg dat algemeen wordt aangenomen dat dit een zeer slechte wet is.

Ik durf volgende beschouwing haast niet te maken uit schrik dat de ogen van sommigen zouden opengaan. Het is immers niet denkbeeldig dat fiscale fraude ook in omgekeerde zin mogelijk is door het oprichten van fictieve firma's in het buitenland die in ons land zouden optreden als vreemde ondernemingen. Ik zou het zeer op prijs stellen mocht u op deze tribune kunnen verklaren dat deze mogelijkheid uitgesloten is, want die tactiek zou weer een middel kunnen zijn om belastingen te ontduiken.

Om te eindigen wens ik te benadrukken dat de coördinatiecentra door hun fiscale voordelen wel degelijk minder ontvangsten voor de Schatkist tot gevolg hebben.

Ik zou het ook anders kunnen formuleren: ik zou graag van de minister vernemen wat de omvang is van het fiscaal voordeel dat de coördinatiecentra genieten.

Deze vragen werden niet geïnspireerd door het feit dat de SP of de steller van deze vragen zich zou kanten tegen elke politiek die gericht is op het aantrekken van buitenlandse ondernemingen. Wel lijkt het mij noodzakelijk dat in verband met de wetgeving duidelijkheid bestaat over wat men wenst en over wat mogelijk is. Ik hoop dan ook dat de minister op mijn vragen over deze zeer ingewikkelde materie zal antwoorden in een klare en duidelijke taal. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting is beperkt tot de artikelen 7, 9 en 10, 2°, dus in een zekere zin tot wat het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen vaststelt in verband met de auto's.

Artikel 7 handelt in hoofdzaak over de investeringsaftrek die tot op heden niet mogelijk was voor lesauto's die nochtans speciaal zijn uitgeleverd voor het geven van rijlessen.

Ofschoon wij in principe akkoord kunnen gaan met de opvatting dat een bijkomende investering leidt tot een bijkomende compensatie voor de uitbater in de vorm van een fiscale investeringsaftrek, hebben wij toch bedenkingen zowel wat betreft de toepassing van deze maatregel als wat betreft de opportuniteit ervan.

In verband met de toepassing van deze maatregel stipt de minister aan dat het noodzakelijk is beperkende voorwaarden op te leggen ten einde te voorkomen dat misbruiken ontstaan. Deze misbruiken zijn voor de hand liggend, namelijk het eisen van een investeringsaftrek voor privé-auto's via de autorijsscholen.

We delen de bezorgdheid van de minister van Financiën, maar vragen ons af of de regering in staat is misbruiken te beteugelen, en dit om twee redenen.

Een eerste reden is het tekort aan personeel bij het ministerie van Financiën. Dit tekort heeft immers tot gevolg dat het controleren van misbruiken nu al tot een minimum is beperkt en dat een uitbreiding van controle dus vrijwel uitgesloten is.

Een tweede reden is de houding van onwil die we bij de regering menen waar te nemen om misbruiken op te sporen en de te verwachten vervolgingsprocedures tegen belastingontduikers in te zetten. Het in een keurslijf dwingen van de Bijzondere Belastinginspectie is trouwens ook een teken van deze politiek die door onze fractie reeds vroeger ettelijke keren aan de kaak werd gesteld.

In verband met de opportuniteit hebben wij eveneens twijfels. Het stelsel van de investeringsaftrek dat door de vorige regering, reeds met dezelfde meerderheid, werd ingevoerd midden 1982, is met deze wijzigingen aan zijn zoveelste verandering toe.

Drie volmachtbesluiten en twee wetswijzigingen, deze van 28 december 1983 en deze van 31 juli 1984, een nakende wijziging in het wetsontwerp houdende de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschappen, en de onderhavige wijziging, geven in vier jaar tijd een totaal van zes wijzigingen, zonder de invoering van deze maatregel mee te tellen. We kunnen hier alleen maar uit besluiten dat deze regering zodanig gehaast is om met volmachten te regeren dat ze nalaat elke maatregel aan een wijze bespreking te onderwerpen, bijvoorbeeld in de commissie voor de Financiën.

Artikel 9 heeft tot doel de BTW en de luxetaks op auto's te laten afschrijven in hetzelfde tempo als de auto's zelf, ten einde misbruiken te voorkomen waarbij de belastingplichtigen hun bedrijfslasten bewijzen in het jaar dat ze hun voertuig aanschaffen en de volgende jaren voor de forfaitaire aftrek kiezen.

We constateren met genoegen dat de regering, en met haar de minister van Financiën, vaststellen dat artikel 50bis de administratie onvoldoende wapent tegen belastingplichtigen die de gewoonte hebben aangenomen om de fiscus aardig wat van hun uitgaven mee te laten financieren.

Het probleem van de dure personenwagens is hier slechts één van de vele die dringend nader moeten worden bekeken. Graag verwijzen we in dit verband naar de circulaire van 29 april 1983 nr. 243/339.334 met betrekking tot de verantwoording van de bedrijfsuitgaven. Die circulaire is de concretisering van het voornemen van deze regering gemaakt ter gelegenheid van de budgetcontrole begin 1983 om een betere controle te doen op de aftrek van niet-verantwoorde of overdreven bedrijfsuitgaven of -lasten.

De autokosten nemen daar reeds een eigen plaats in binnen deel 2 dat betrekking heeft op kosten waaraan in het bijzonder aandacht moet worden besteed. Begin vorig jaar dacht de regering dus nog dit probleem op te lossen met een circulaire. Nu maakt ze hiervoor een wetsartikel. We veronderstellen dat de regering hierdoor bekent dat haar circulaire zonder effect is gebleven. Het is niet moeilijk hiervan de oorzaak op te sporen. Zoals we reeds vermeldde bij de behandeling van artikel 7, ligt hieraan ook het onvoldoende effectief van de fiscale administratie ten grondslag. De fiscus beschikt dus, anders gezegd, over te weinig mensen om zijn werk op een ernstige wijze te kunnen verrichten.

Artikel 10, 2°, heeft betrekking op de *sale and lease back* en de *sale and rent back*. Het beoogt een betere inning van de belastingen te bekomen en tevens een vorm van belastingontwijking te bestrijden door te beletten dat een door een onderneming aangekocht, gebruikt, afgeschreven en daarna aan een dochtermaatschappij verkocht actief nadien in hoofde van de oude maatschappij terug afgeschreven wordt als voorwerp van leasing. Op deze wijze wordt vermeden dat een actief voor meer dan 100 pct. van zijn waarde wordt afgeschreven.

In principe zijn we geen tegenstander van de ingevoerde maatregel. Wel hebben we weer onze steeds terugkomende bedenking namelijk, heeft deze regering, *in casu* haar minister van Financiën, wel het personeel, maar ook de wil om deze en de andere besproken wijzigingen op te volgen, te controleren en eventueel daarbij het gerecht te betrekken? (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pinoie.

De heer Pinoie. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting handelt vooral over het pensioensparen.

De maatregelen inzake pensioenen in het Sint-Annaplan kwamen over als een donderslag bij heldere hemel. Na een jarenlang beleid dat gericht was op het stimuleren van vervroegde pensionering met als motivering dat ouderen de plaats moeten ruimen voor de jongeren, neemt dezelfde coalitie een abrupte bocht van 180°.

De over 30 jaar te verwachten problemen in de pensioensector heten prioritaire te zijn. De regering voelt zich genoopt nu structurele ingrepen te doen ten einde de problemen op te vangen, die zich misschien na 2010

zullen voordoen. Ontegensprekelijk rijst de vraag wat er aan de hand is. Ten einde die vraag te kunnen beantwoorden, kom ik even terug op het beleid onder Martens V en Martens VI.

In de vorige legislatuur werd met het oog op de oplossing van het werkloosheidsprobleem de vervroegde pensionering gestimuleerd. Men had er zelfs geld voor over. Naast het bestaande conventionele brugpensioenen werd het brugrustpensioen ingevoerd bij volmachtbesluit nr. 95 waarin werd gestipuleerd dat de overheid de kosten ervan zou dragen. Er werd eveneens een stelsel van loopbaanonderbreking voor werknemers en ambtenaren ouder dan 50 jaar ingevoerd. Het conventionele brugpensioen en het brugrustpensioen zijn een ontegensprekelijk succes, zover dat de daarvoor bestemde begrotingspost evenredig omhoog ging.

Ook tijdens de vorige legislatuur zocht men naar oplossingen om deze kosten af te wentelen. De pensioensector kreeg de kosten te dragen van de brugrustpensioenen. De toegangsvoorwaarden voor het conventionele brugpensioen werden verscherpt en in sommige gevallen werd de hoogte van de werkloosheidsuitkering afhankelijk gemaakt van het feit of de werkgever de bruggepensioneerde door een andere werknemer vervangt.

Dit proces wordt nu verder gezet. Alleen gebeurt het nu veel drastischer. Het brugrustpensioen wordt afgeschaft, het bestanddeel werkloosheidsvergoeding voor de niet-gezinshoofden conventionele brugpensioenen zal verminderen, en de intrede in dit systeem wordt ook fiscaal volledig ontmoedigd. De breuk met het beleid-Martens V wordt totaal door de maatregel ter verlenging van de pensioenleeftijd voor vrouwen. De sociale en morele problemen van deze maatregel zijn niet te overzien en gaan regelrecht in tegen de verlangens van de betrokkenen, zowel mannen als vrouwen.

De band met het werkloosheidsprobleem wordt losgelaten: in enkele maanden tijd legt de regering niet langer een verband tussen arbeidsvermindering door loopbaanverkorting en werkloosheid. Was er vroeger nog enige coherentie in het beleid, dan wordt er nu op een volkomen kortzichtige manier bespaard. Er wordt geen rekening meer gehouden met het feit dat de maatregelen in de pensioensector hun weerslag hebben op, onder andere, de sector werkloosheid. De rekening wordt mechanisch gemaakt per departement, zonder de sociale en economische gevolgen in te calculeren.

Zo kom ik tot een volgende vraag: vanwaar deze ommezwaai?

In tegenstelling met wat men zou kunnen denken, staat voor de regering niet het belang van de pensioensector of de gepensioneerden centraal. Indien dit wel zo was, dan zou de overheid de door haar aangegane verplichtingen ten aanzien van de pensioensector niet systematisch met voeten treden. Het zogezegd pensioenbeleid bestond er de jongste jaren in de overschotten die in de pensioensector geboekt werden ten koste van de bijdrageverhogingen en de inleveringen van de gepensioneerden, af te romen door lasten, die de overheid moet dragen, af te schuiven op de pensioensector.

Door het doorbreken van de welvaartscoëfficiënt en van de indexering van de renten, door de inleveringen die de gepensioneerden opgelegd worden, door het systematisch afromen van de overschotten waardoor reservevorming onmogelijk gemaakt wordt, bewijst de regering dat zij niet het welzijn van de gepensioneerden en toekomstige gepensioneerden op het oog heeft, maar dat het er haar om te doen is zoveel mogelijk op de pensioenen te besparen en de zekerheid van de betrokkenen uit te hollen. Wat blijkt immers? Wat met de ene hand wordt weggegraaid in de pensioensector en nog veel meer, zal met de andere hand worden uitgedeeld ter stimulering van privé-pensioenvorming.

Zo kom ik tot de ware beweegredenen achter de maatregelen in de pensioenen. Het gaat hier wel degelijk over een ideologisch offensief waarvan Vice-Eerste minister Verhofstadt de eerste zet gewonnen heeft. Het mes moet worden gezet in de structurele uitgaven in de pensioensector, waarbij de indexering van de renten het moet ontgelden en de herwaarderingscoëfficiënt verminderd wordt, terwijl men terzelfder tijd een nieuw structureel uitgavenmechanisme creëert ten voordele van de hoge inkomens.

De SP verzet zich met klem tegen de invoering van de persoonlijke pensioenregeling. Reeds geruime tijd kondigen banken en verzekeraars het faillissement aan van het wettelijk pensioenstelsel en roepen terzelfder tijd op om individueel te sparen voor het pensioen. De regering sluit zich hierbij door haar beslissingen aan. Zo wordt onrust gezaaid bij de bevolking en paniek bij de gepensioneerden. De bekommerning van de privé-instellingen is echter niet gericht op het verzekeren van een onbevoorrechte oude dag, maar op de uitbreiding van hun werkterrein en het verhogen van hun winsten. Het is onaanvaardbaar dat de regering, die

het algemeen belang moet verdedigen, kiest voor het stimuleren van privé-belangen met overheidsgeld.

Het antwoord van de SP is duidelijk: uit overwegingen van rechtvaardigheid en solidariteit kan niet worden toegestaan dat het wettelijk pensioen geleidelijk verminderd wordt. De solidariteit tussen de actieve bevolking en de gepensioneerden mag niet worden verbroken. De wettelijke pensioenen moeten worden gegarandeerd. Ze mogen niet verglijden tot een soort basispensioen dat alleen een minimum waarborgt. Het is ondenkbaar dat de budgettaire middelen, die worden ontzegd aan de wettelijke pensioenen, worden aangewend ter stimulering van privé-pensioensparen. Het pensioensparen moet volkomen ondergeschikt zijn aan het garanderen van het wettelijk stelsel.

Ondanks het onderzoek van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen waaruit blijkt dat er geen problemen zijn voor de pensioenen tot het jaar 2000 waarbij iedereen weet dat prognoses over een periode van 30 jaar uiterst twijfelachtig zijn, speelt de regering in op de onrustgevoelens bij de bevolking. De SP vindt dit een totaal onverantwoorde houding. In plaats van 2,5 miljard ter stimulering van pensioensparen te gebruiken, die vooral de hoge inkomens ten goede komt stelt de SP voor hetzelfde bedrag te spenderen aan de verhoging van de oude en de minimumpensioenen.

Enkeel maal dat het pensioensparen op dreef zal zijn, zal het bovendien veel meer kosten dan de nu vooropgezette som.

In een eerste fase zouden aldus de pensioenen van de mensen geboren vóór 1905 met 5 pct. kunnen worden opgetrokken en voor hen, die geboren zijn tussen 1905 en 1910 moeten de pensioenen met 3 pct. stijgen. In een tweede fase moeten de minimumpensioenen die gegarandeerd worden bij een volledige loopbaan van werknemers en zelfstandigen worden opgetrokken met 5 pct.

Deze voorstellen zijn niet zomaar het beloven van gouden bergen. Zij geven het geld, dat anders naar grotere inkomens zou gaan, op sociaal rechtvaardige en verantwoorde manier uit. Zij besteden het geld aan die generatie die door haar arbeid in het verleden in overgrote mate heeft bijgedragen tot al het positieve dat vandaag in onze maatschappij nog is terug te vinden.

Het moet dan toch waar zijn dat de huidige regering voor die pioniers, op dit vlak, geen respect meer kan opbrengen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Donnay.

M. Donnay. — Monsieur le Président, les mesures reprises sous les articles 1^{er} à 50 ne font peut-être pas du chapitre 1^{er} un fourre-tout, comme l'a déclaré un membre de la commission des Finances, mais elles constituent en tout cas un curieux *melting pot*, dont les dispositions sont inspirées de l'idéologie libérale dont nous connaissons bien les fils conducteurs pour les avoir dénoncés en de multiples circonstances.

Sur le plan général, en effet, il ne peut échapper à personne qu'en modifiant la taxation des revenus de remplacement, en limitant la déduction fiscale des cotisations d'assurance libre, en changeant le régime fiscal des prépensionnés, vous vous inscrivez dans cette volonté de dérégulation de la sécurité sociale, qui est un des objectifs majeurs et avoués du PRL.

La suppression de la déductibilité des avantages sociaux semble vouloir frapper les sociétés, les entreprises, mais cette impression n'est qu'une illusion, car une telle mesure va généralement se retourner contre les travailleurs et ne servira finalement qu'à justifier la réduction du taux d'impôt des dites sociétés.

Les dispositions que vous envisagez, notamment à l'égard des centres de coordination, vous donneront peut-être bonne conscience, mais ne nous empêcheront pas de constater que les moyens financiers dégagés en faveur des entreprises et du secteur de la construction auront été prélevés sur les revenus des travailleurs et des allocataires sociaux puisque ce sont eux qui feront principalement les frais des opérations négatives du chapitre 1^{er}.

Cette réalité a malheureusement laissé, une fois encore, les démocrates-chrétiens indifférents.

La remise en cause de certaines dépenses fiscales peut se comprendre quand on est confronté d'une manière aussi aiguë à la nécessité d'assainir les dépenses publiques, ce que je ne conteste pas. Elle ne peut cependant se concevoir et être appliquée qu'après un inventaire complet de toutes les initiatives prises par l'Etat en faveur des individus ou des entreprises,

en tout cas d'objectifs précis, que ces aides se dénomment subventions, interventions financières, indemnités, avantages ou encore immunité fiscale.

En fait, vous n'avez pas produit cet inventaire qui vous avait été réclamé lors de la discussion en commission.

Je comprends que cela soit embarrassant car il ne fait pas de doute qu'un grand nombre de ces aides, qu'il est de règle de classer parmi les « dépenses fiscales », se réduisent en réalité à des cadeaux fiscaux en faveur des mieux nantis et qu'elles passent très souvent à côté de l'objectif économique ou social pour lequel elles avaient été conçues.

J'illustrerai ce qui précède par un bel exemple: l'arrêté royal n° 15 dit « Monory-De Clercq » a coûté quinze milliards au Trésor mais n'a servi finalement qu'à valoriser la Bourse car aucun n'effet sensible n'en est résulté au niveau des investissements ni en matière de création d'emplois. Cela me semble une application adéquate de l'adage « on ne prête qu'aux riches ».

Sous prétexte d'une harmonisation en matière de taxation des revenus de remplacement, qui trouve sa caution légale dans l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, le gouvernement s'est occupé des indemnités octroyées en exécution de la législation sur l'assurance maladie-invalidité.

Il s'agit, à présent, d'opérer un changement de la technique d'imposition fiscale à l'encontre du dernier type de revenu de remplacement sur lequel un abattement était encore pratiqué, afin de tenir compte des frais spéciaux que doivent exposer les malades et les invalides.

Comme pour les autres revenus de remplacement, tels que les allocations de chômage, les indemnités d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, ou encore les diverses pensions imposables, l'abattement spécial sera remplacé par une réduction d'impôt spécifique aux indemnités de l'assurance maladie-invalidité, fixée en fonction du montant maximum de l'allocation de chômage.

Une fois de plus, force est de constater que le gouvernement remplace certains aspects de la politique sociale par une politique fiscale faite de mesures accessoires, sans réelle pertinence.

Or, introduire le fiscal dans le domaine social, c'est non seulement remettre en cause la philosophie qui a présidé au développement de notre système de sécurité sociale, mais c'est aussi laisser la « porte ouverte » aux pires exactions.

De plus, il faut constater que le gouvernement s'applique, une fois encore, à réaliser des économies au détriment des allocataires sociaux puisque cette mesure lui apportera 1,1 milliard de recettes fiscales supplémentaires.

Vous avez voulu ignorer délibérément que non seulement le passage d'un revenu du travail à un revenu de remplacement implique déjà en soi une perte importante de pouvoir d'achat, mais que dans le cas de maladie ou d'invalidité, cette perte se cumule le plus souvent avec des frais de soins et de médicaments non couverts par la sécurité sociale.

Par ailleurs, le crédit d'impôt ne sera qu'un leurre puisqu'il sera annihilé ou réduit dans une mesure proportionnelle à l'ensemble des revenus lorsqu'il y aura cumul avec d'autres ressources.

La CSC elle-même a déclaré officiellement, dans le rapport de la Commission royale chargée notamment de l'harmonisation de la législation relative à la sécurité sociale: « L'imposabilité totale des revenus de remplacement dans la fiscalité actuellement frappera relativement plus selon qu'on vit principalement ou exclusivement d'un revenu de remplacement, car un revenu de remplacement, considéré comme deuxième revenu, est aujourd'hui déjà totalement ou partiellement imposé (...). Si des revenus de remplacement devaient être imposés, ce ne pourrait l'être qu'à la condition que le système fiscal soit réformé à fond, de sorte que d'autres espèces de revenus soient imposés aussi de façon égale. Il faut tenir compte plus équitablement des personnes à charge et fixer les revenus de remplacement à un pourcentage plus élevé du salaire. »

Vous constatez comme moi que les mesures proposées actuellement par le gouvernement ne tiennent aucun compte des préoccupations sociales du monde chrétien et ne semblent pas non plus émouvoir ceux qui, dans cette assemblée, s'en revendiquent.

Mais j'irai plus loin. En tant que socialiste, je m'insurge contre toute incursion de la fiscalité dans le domaine de la sécurité sociale. Je partage l'avis de ceux qui estiment qu'on détruit le fondement de notre système de sécurité sociale en laissant l'Etat mettre en balance, par le biais du prélèvement fiscal, la politique sociale et les autres postes du budget. Mais n'est-ce pas là le but poursuivi par le partenaire libéral ?

L'ingérence de l'Etat dans ce domaine risque même de mettre en péril la paix sociale que les partenaires sociaux assurent en gestion paritaire depuis 1945.

La suppression des avantages sociaux octroyés par certains employeurs à concurrence de 2,5 p.c. des rémunérations brutes est présentée d'une manière très équivoque en laissant supposer que cette mesure est dirigée contre les entreprises et qu'il n'y a pas de remise en cause de l'immunisation fiscale de ces avantages dans le chef des bénéficiaires.

En réalité, nous avons de bonnes raisons de croire que les avantages consentis, par complaisance ou paternalisme, par certains employeurs seront le plus souvent supprimés car ceux-ci n'auront guère le choix: leur maintien engendrerait pour eux une charge fiscale supplémentaire. On peut comprendre qu'une entreprise accorde des avantages lorsque ceux-ci peuvent être fiscalement déduits de ses bénéfices. Cette libéralité ne lui coûte pas grand-chose en réalité, mais à partir du moment où cette déductibilité ne sera plus admise, l'employeur supprimera ces avantages; sinon il les paiera deux fois ou à peu près, par rapport à la situation actuelle. C'est donc le travailleur qui, une fois de plus, fera les frais de l'opération, et son pouvoir d'achat en sera réduit d'autant.

Une autre astuce réside dans le fait qu'on se base sur la suppression de cette déductibilité pour justifier l'abandon d'une partie substantielle des recettes supplémentaires qu'elle aurait entraînées, en réduisant l'impôt des sociétés de deux points afin, affirmez-vous, de maintenir la capacité concurrentielle des entreprises et de l'améliorer. Décidément, la fin justifie les moyens. Ce qu'on ne dit pas, mais cela coule de source, c'est que ce sont toutes les sociétés qui vont bénéficier de cette réduction d'impôt, qu'elles accordent ou non des avantages sociaux. Ce sera ainsi la deuxième fois qu'on réduira l'impôt sur la rétribution du capital.

Quand on sait que ces revenus, après retenue du précompte mobilier, ne sont plus globalisés, on peut en conclure que celui qui vit des revenus du capital paie moins d'impôt pendant que le travailleur se voit retirer un avantage non négligeable, que le malade est pénalisé ainsi que le futur préretraité.

S'il était nécessaire de remettre de l'ordre dans ce secteur, ce qui n'est pas clairement établi, vous auriez été mieux inspiré, me semble-t-il, d'envisager de restreindre les différentes catégories d'avantages déductibles plutôt que de supprimer radicalement tout.

On peut craindre, en effet, que seules quelques grandes entreprises des secteurs protégés puissent, malgré tout, continuer à accorder ces avantages, ce qui aggraverait les distorsions qui existent déjà actuellement sur le plan des rémunérations et accentuerait encore les privilèges.

Dans votre exposé introductif, vous avez signalé, monsieur le ministre, que la diminution de l'impôt des sociétés était destinée à maintenir la capacité concurrentielle des entreprises. Or, le gouvernement Martens a pris de nombreuses mesures afin de poursuivre le même objectif, mais le retour à la compétitivité de ces entreprises n'a provoqué ni activités supplémentaires, ni investissements, ni création d'emplois, à l'exception toutefois de quelques investissements de rationalisation qui ont contribué à l'augmentation du chômage. Rien ne nous permet donc de croire que ce nouveau cadeau aura des effets bénéfiques sur le plan économique.

Les mesures que vous préconisez en faveur de la construction méritent également quelques réflexions et une critique, car elles font figure de paradoxe dans la philosophie du chapitre I^{er}.

Pour soutenir le secteur de la construction, le gouvernement, en effet, a choisi la méthode de la réduction des revenus imposables, c'est-à-dire celle de l'abattement, alors que ce procédé a été délibérément supprimé pour les différents secteurs du domaine social: pensions préretraites, allocations de chômage et que, dans ce même projet de loi, on a poursuivi dans cette voie en supprimant l'abattement pour les indemnités de l'assurance maladie-invalidité.

C'est injuste, car il y a deux poids, deux mesures.

Puisque, pour les matières relevant de la sécurité sociale, vous avez opté pour la suppression des abattements, il aurait été normal, en suivant votre logique, d'aider à la relance de la construction en organisant un système qui s'appuie sur un avantage fiscal établi non par une diminution du revenu imposable, mais bien par un crédit d'impôt dont les bases auraient pu facilement être déterminées. En n'optant pas pour ce système, vous créez une fois de plus une inégalité car, pour un même montant des charges hypothécaires, l'avantage pour le contribuable est beaucoup plus considérable pour ceux qui ont des revenus élevés.

La mesure n'est donc pas équitable puisqu'elle profite beaucoup plus à ceux qui ont des revenus élevés qu'à ceux qui ne disposent que de

revenus modestes ou moyens. Est-il besoin d'ajouter que ce sont les titulaires de ces derniers revenus qui, le plus souvent, sont hantés par la crainte des conséquences dramatiques qu'entraînerait une réduction de leurs revenus? Voilà sur le plan du principe.

En ce qui concerne l'efficacité des dispositions qui sont envisagées pour assurer la relance, le moins qu'on puisse dire, c'est que quelques voix discordantes se sont fait entendre et non des moindres; le Centre d'études du PSC et du CVP — le Cepass — n'a pas mâché ses mots: «peu efficace, insécurisant, inéquitable».

Il est évident que le retour de la TVA à 17 p.c. va obliger le candidat bâtisseur à disposer de moyens propres plus importants alors que c'est précisément la capacité d'épargne préalable qui constitue l'un des deux principaux freins à la construction, l'autre étant l'insécurité sur le plan de l'emploi.

Vous avez déclaré, monsieur le ministre, que la réduction de la TVA à 6 p.c. a surtout bénéficié aux entreprises et pas tellement aux particuliers. Ce constat vous a amené à concevoir un système qui, selon vous, va stimuler la construction d'une manière structurelle et qui, simultanément, procurera un avantage direct au particulier en tenant compte de la dimension sociale et familiale.

Je ne crois pas, moi non plus, à l'efficacité du système que vous avez mis en place, et cela pour deux raisons.

La première, parce que le taux des intérêts étant en baisse — ce qui est heureux —, il est à craindre que le régime de la déductibilité fiscale des intérêts hypothécaires ne soit pas du tout de nature à inciter la relance du secteur de la construction.

La deuxième raison repose sur la constatation que la réduction actuelle de la TVA à 6 p.c. coûte 15 milliards par an à l'Etat et que les mesures que vous envisagez ne lui coûteront plus que 11,1 milliards, soit 3,8 milliards en moins.

Qui va combler cette différence? Mais naturellement les constructeurs, les particuliers, ceux qu'on prétend vouloir aider.

Comment ne pas douter du résultat de cette démarche qui consiste à aggraver les charges des candidats constructeurs en espérant qu'ils se chargeront néanmoins d'assurer la relance du secteur en difficulté?

La conclusion que je tire des quelques dispositions du chapitre I^{er} que je viens d'évoquer est simple et se résume à constater que le gouvernement poursuit la politique d'austérité à l'égard des revenus du travail et de ceux des allocataires sociaux et maintient, en même temps, un allègement de la pression fiscale sur les revenus du capital et ceux des mieux nantis. C'est une philosophie que nous ne pouvons vraiment pas accepter.

Les dispositions contenues dans l'article 47 visent à favoriser la souscription des emprunts de refinancement relatifs à la part des Régions dans les charges du passé découlant des obligations contractées par la SNL et la SNT.

L'exposé des motifs fait apparaître que vous exécutez ainsi l'accord intervenu dans le règlement de ce problème.

Je souhaiterais à cet égard, en terminant mon intervention, vous poser quelques questions.

Quels sont les termes de cet accord? Les Régions ont-elles marqué leur consentement sur la répartition des charges du passé entre elles et l'Etat et, le cas échéant, quelle est-elle? Y a-t-il également accord sur la ventilation entre les Régions?

La loi du 28 décembre 1984 a supprimé certains organismes d'intérêt public et notamment l'INL, la SNL et la SNT. A ma connaissance seule la décision relative à l'INL a fait l'objet d'un arrêté royal d'exécution. La suppression de la SNL et de la SNT n'a donc pas encore été rendue effective bien que les Régions se soient préparées à reprendre leurs compétences. Voilà que vous nous annoncez maintenant la création d'une nouvelle société nationale qui reprendrait les obligations des sociétés précitées!

Tout cela me paraît vraiment incohérent, c'est le moins qu'on puisse dire.

Pourquoi créer une nouvelle société nationale? Ne pourrait-on pas faire assurer cette mission de gestion des emprunts de refinancement par les services du ministère des Finances, lesquels me paraissent bien habilités à cet égard?

La dissolution inéluctable de la SNL et de la SNT devrait permettre sans aucune difficulté à ce département de disposer du personnel compétent supplémentaire.

Par ailleurs, n'y a-t-il pas un obstacle juridique, voire constitutionnel, à créer une société nationale pour régler un problème qui se rapporte à des compétences régionalisées?

Je m'interroge au sujet de cet article 47 et j'aimerais également connaître votre avis. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenhove.

De heer Vandenhove. — Mijnheer de Voorzitter, uit het geheel van het ontwerp van wet nr. 310 houden de fiscale bepalingen wens ik enkel uit hoofdstuk II het aanvankelijk artikel 50 te lichten, dat naderhand het in de commissie aangenomen artikel 52 is geworden en dat betrekking heeft op het pensioensparen.

Er is heel wat te doen geweest om dit artikel. De commissie voor de Sociale Aangelegenheden wilde immers zo niet beslissingsrecht, dan toch een adviserende rol. Na heel wat besprekingen in de commissie over de eigen bevoegdheid, heeft men uiteindelijk een advies uitgebracht, dat werd goedgekeurd met 15 stemmen bij 3 onthoudingen. Niemand stemde dus tegen.

Alvorens de grond van de zaak te behandelen, is het aangewezen enkele specifieke punten van het door de commissie voor de Sociale Aangelegenheden uitgebrachte advies aan te halen, die mijns inziens van belang kunnen zijn voor de verdere uiteenzetting.

In het beschikkend gedeelte van het advies, dat door de aanwezige commissieleden eenparig werd goedgekeurd, wordt de mening uitgedrukt dat het ontworpen stelsel van pensioensparen niet concurrentieel mag zijn met de bestaande stelsels en evenmin sociale ongelijkheden mag verscherpen, dat het huidige pensioenstelsel, gebaseerd op de solidariteit tussen de actieve en de niet-actieve bevolking, moet worden behouden en versterkt en dat de bestaande stelsels van aanvullende pensioenen, gebaseerd op wettelijke en/of CAO-bepalingen, moeten worden behouden ten einde de aangegane verbintenissen na te leven.

Dit alles heeft de heer Sondag, in zijn hoedanigheid van rapporteur, hier in de late namiddag van maandag 14 juli nog eens uitdrukkelijk bevestigd. Het advies bleek zelfs zo belangrijk dat de tekst overgenomen werd in bijlage I bij het stuk 310 - nr. 2/1^o.

Tijdens de bespreking in de commissie voor de Financiën wilde de minister kwijt dat het niet de bedoeling is ook maar iets te wijzigen aan het wettelijk pensioenstelsel en dat er evenmin een nieuwe bijkomende regeling in de maak is. De minister voegde er wel aan toe dat men een derde-leefijdsparen wil opzetten met fiscaal aantrekkelijke voorwaarden via een koninklijk besluit, te nemen krachtens de derde bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986.

Steeds maar weer worden bijzondere machten ingeroepen. Uit het verslag blijkt dat de minister van Financiën niet verheelt dat normaal wetgevend werk te veel tijd in beslag neemt. Ik deel evenwel de mening van andere collega's die vrezen dat het voorgestelde pensioensparen op termijn zal leiden tot de afbraak van de wettelijke regeling. Het nieuwe artikel 52 van het ontwerp vormt in feite een vage schets van een bij volmachtbesluit opgezette formule in de lijn van de reinste liberale politiek, die trouwens het gehele beleid van Martens VI kenmerkt. Hierin ligt de visie besloten die Vice-Eerste minister Verhofstadt reeds uitdroeg ten tijde van Martens V, toen hij nog geen ministeriële verantwoordelijkheid droeg, maar wel de coalitiepartners in het oog hield.

Wij moeten toegeven dat die keiharde kampioen van de sociale afbraak aardig op weg is om zijn slag thuis te halen: sociaal zwakken zullen een minimale bejaardenhulp op last van de gemeenschap ontvangen, terwijl anderen een fiscaal aantrekkelijk spaarpensioen naar vermogen of middelen zullen genieten en hun belastingvrij geld zullen kunnen beleggen. Het pensioensparen moet de derde pijler worden van de toekomstige maatschappij van sociale ongelijkheden, maatschappij waarin de opmars van de privatisering niet meer te stuiten is. Dat de wettelijke pensioenen verder gefinancierd moeten blijven door repartitie wordt door niemand in twijfel getrokken. De individuele privé-pensioenen moeten uiteraard de kapitalisatietoer op. Het lijdt geen twijfel dat een stuk sociale zekerheid wordt ontmanteld ten voordele van privé-verzekeringen.

De jongste tijd regent het voorstellen en reclame voor extra-legale verzekeringen. De meeste accenten worden evenwel gelegd op het pensioensparen. Gelijklopend daarmee worden bestendig berichten omtrent

de teleurgang van het wettelijk pensioenstelsel de wereld ingestuurd, wat het onzekerheidsgevoel nog aanwakkerd.

Als laatste beschouwing wil ik dit nog kwijt: met het pensioensparen van Martens VI zal het vergrijsde individu nog slechts één zekerheid overblijven, namelijk het recht op een minimumpensioen en een ieder weet wat dat betekent. Ik hoop dat het gegeven woord, want dat is het, opgenomen in het advies van de commissie voor de Sociale Aangelegenheden geen maat voor niets wordt. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hofman.

M. Hofman. — Monsieur le Président, mon intervention portera sur l'article 47 anciennement 46, du projet. Cet article vise à généraliser l'utilisation de la monnaie scripturale pour le paiement des impôts, droits, taxes, etc.

A première vue, il s'agit là d'un article qui paraît intéressant si l'on se place sous l'angle de la sécurité. En effet, les manipulations et les transferts d'argent liquide sont malheureusement de plus en plus souvent l'occasion d'agressions dont certaines se terminent tragiquement.

A première vue donc, je répète qu'un tel objectif assigné à cet article correspond à une préoccupation louable.

Mais à l'analyse du rapport fait au nom de la commission des Finances, il apparaît que deux autres objectifs ont aussi guidé le gouvernement. D'abord, répondre au vœu de la Banque Nationale visant à réduire la stagnation de la monnaie fiduciaire. Je ne m'attarderai pas sur ce point puisque au vu de l'imprécision du texte quant au degré de la généralisation de la mesure, il est pratiquement impossible de savoir dans quelle mesure cet objectif pourrait être rencontré.

Autre objectif: la suppression des frais administratifs liés aux paiements en espèces. Si le gouvernement vise, par là, une amélioration du rendement du service public, nous ne pouvons que marquer notre accord sur son intention.

Mais je dois bien constater que ce gouvernement, ainsi que le précédent le faisait, aborde toujours de la même manière ce qu'il appelle l'« amélioration » du service public. Cette « amélioration » est toujours, pour lui, synonyme de réduction de personnel. Donc, monsieur le ministre, nous ne pouvons accepter que la mesure préconisée serve une fois de plus de prétexte à un affaiblissement du service public.

Si vous le permettez, je vais revenir un instant sur l'objectif signalé initialement, à savoir le supplément de sécurité lié à la généralisation de l'utilisation de la monnaie scripturale.

Nous devons être bien conscients que ce système est très loin d'apporter la sécurité absolue. En effet, outre que cette généralisation n'exclut pas totalement les risques de vol, elle a donné naissance à de nouvelles techniques criminelles.

Une simple illustration de ce propos: un article paru dans *La Libre Belgique* du 15 juillet nous apprend, par exemple: — qu'une firme américaine de cartes accreditives a dépensé pas moins de 1,2 milliard de francs belges pour rembourser des voyageurs des chèques volés; — la découverte d'une véritable industrie de la fabrication des cartes. Donc, pas trop d'illusions!

Monsieur le ministre, l'examen de ces objectifs ne doit pas nous empêcher de parler, à cette tribune, de la caractéristique essentielle de cet article, je veux dire: son extrême imprécision.

En fait, par cet article, le gouvernement nous demande, une fois de plus, de voter un texte auquel il donnera ensuite le contenu qu'il voudra.

Dans ces conditions, je vous poserai deux questions et demanderai deux garanties.

En commission, vous avez déclaré que, selon le rapport, et je cite: « cet article ne vise pas à imposer une application généralisée de l'usage de la monnaie scripturale. Des versements en espèces pour de petites sommes resteront « sans doute » autorisés... ».

D'où mes deux questions: — Quelles limites entendez-vous assigner à cette généralisation, plus précisément peut-on avoir une idée de ce que vous considérez par « petites sommes »? — Pourquoi avez-vous dit « sans doute »?

Vous avez pris la mauvaise habitude de ne plus informer les parlementaires sur les textes qu'ils sont amenés à voter. Soit! Mais, en l'occurrence, il semble que le gouvernement lui-même, ne sache pas ce qu'il va faire.

Venons-en maintenant aux deux garanties pour le contribuable.

En premier lieu, vous avez marqué votre accord, en commission, pour considérer la date du versement comme étant la date du paiement de l'impôt. Il importe, en effet, d'éviter au contribuable de payer des amendes ou des intérêts de retard liés à un retard dont il ne serait pas responsable. Il me semble qu'il s'agit là d'une garantie tellement nécessaire qu'elle devrait figurer dans le texte législatif.

Par ailleurs, le contribuable acquittant ses impôts par un versement en espèces sur les comptes chèques postaux des receveurs de l'Etat devrait être placé sur le même pied que celui qui, titulaire d'un compte courant, utilise la monnaie scripturale.

Il s'indique, par conséquent, de supprimer la taxe frappant ces versements. Nous déposerons un amendement reprenant ces deux garanties pour le contribuable.

Monsieur le ministre, je voudrais conclure par une réflexion plus générale sur la portée de l'article 47. Cette réflexion m'est d'ailleurs inspirée partiellement par vos propos en commission. Vous avez déclaré: « La Belgique accuse un retard par rapport aux pays voisins. » Cela semble en contradiction avec une enquête récente, publiée par l'hebdomadaire *Le Vif* de cette semaine.

Il ressort de cette enquête que 4 millions de cartes plastifiées circulaient en Belgique, ce qui ferait de notre pays le pays le plus « carté ». En outre, la Belgique serait reconnue, dans le monde entier, pour ses capacités en matière de « monétique »; selon l'enquête, nous vendons des systèmes « clé sur porte » à divers pays voisins ou agissons en qualité de consultant pour l'étranger.

Face à cette évolution, que chacun d'entre nous constate tous les jours dans sa vie courante et que tous les spécialistes s'accordent à considérer comme inéluctable, ne croyez-vous pas que l'article 47 du projet est finalement assez vain?

Pourquoi vouloir imposer une pratique qui est en train de s'instaurer tout naturellement?

Finalement, votre unique objectif n'est-il pas de réduire le personnel des services publics, fût-ce au prix d'inconvénients imposés à la population? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Bourgeois.

De heer Bourgeois. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting handelt over de brugpensioenen en de vermindering van de belastingkredieten, met andere woorden, over de belastingen voor de nieuwe bruggepensioneerden.

De regeringsverklaring is over de belastingen zeer duidelijk. Inderdaad, op pagina 25 van de regeringsverklaring, onder het hoofdstuk fiscaliteit, punt 1, algemene beginselen, paragraaf A, staat het volgende te lezen: « Noch fiscale noch parafiscale druk zullen onder deze legislatuur worden verhoogd. Evenmin zullen nieuwe overheidsheffingen worden ingevoerd of bestaande worden verhoogd. Integendeel zal het meerjarenplan tot vermindering van de belastingen zoals voorzien in de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen worden uitgevoerd. » Welnu uitgerend op dit voor de minister toch wel uiterst belangrijk punt, wordt stelselmatig van de rechte lijn afgeweken. In de spurt naar 195 miljard besparingen, krijgen allerlei bevolkingslagen klappen. Het is niet meer om aan te zien.

Ook de bruggepensioneerden ontsnappen niet aan deze verdoken belastingverhogingen. Harmonisering blijkt het sleutelwoord te zijn. Een vorm van « newspeak » die eigenlijk niets anders is dan het afromen van het stelsel van het brugpensioen.

Het huidige conventioneel brugpensioen wordt dus alleen behouden voor de ondernemingen in moeilijkheden. Wat dat precies betekent, weet tot nu toe niemand. Dat alleen al kan men bekijken als waardemeter van de openheid waartoe men in de regering in staat is, of bereid is, en voor de ruimte tot discussie die men wil toekennen als het over bruggepensioneerden gaat. Ik vraag mij trouwens af of de regering er niet op uit is de vaagheid van het pinksterplan te gebruiken om het hele stelsel stapsgewijze te ontregelen. Dat zou tenslotte uitmonden in de volledige ontmanteling van brugpensioenen.

Voor de andere ondernemingen worden de nieuwe bruggepensioneerden gelijkgesteld met de genotheders van vervangingsinkomsten. Fiscaal betekent dat voor de Staat vele miljoenen meer opbrengst. Die opbrengst verdwijnt in de Schatkist. Bijgevolg vormt dat voor deze bruggepensioneerden een nieuwe belasting. Daarenboven getuigt deze maatregel van een ongehoorde dosis cynisme. Op een moment waarop nog steeds vele

jongeren hunkeren naar een job, verstaat men de kunst om dezelfde jongeren nog minder kansen te geven om ooit op de arbeidsmarkt te komen.

Of denkt men nu werkelijk dat deze maatregelen voor de kandidaat-bruggepensioneerden een aanmoediging zijn om plaats te maken voor de jeugd?

Het kan natuurlijk ook zijn, mijnheer de minister, dat u de stelling bijvalt van uw collega van Sociale Zaken die in de brochure door zijn ministerie uitgegeven, kortweg verkondigt: «Het brugpensioen dat slechts zelden met vervangende werkgelegenheid gepaard gaat.» Toegegeven, er is enige lef nodig om deze bekentenissen van formaat in een brochure neer te pennen. Maar een keer dat die lef is opgebracht, bleek er niet genoeg moed over om consequent de noodzakelijke besluiten te nemen en de bedrijven te verplichten voor vervangende tewerkstelling te zorgen. Dat is zelden of nooit gebeurd, omdat de politieke moed ontbrak. Maar in een normaal functionerende democratie zou moed een overbodig luxeartikel moeten zijn. Een situatie waarin men helden nodig heeft die hun nek durven uit te steken, is nooit gezond. Wellicht daarom kan men nu overal, ook in de sector van de bruggepensioneerden, die ziekelijke mentaliteit tergvinden om aan alles de verkeerde conclusies vast te knopen en vóór alles de gewone man het eerst en het hardst te treffen.

Bovendien is de geplande regeling ook onrechtvaardig. Er wordt een echte discriminatie in het leven geroepen tussen de bruggepensioneerden van vóór 1 juni 1986 of 1 januari 1987 en de latere bruggepensioneerden. Waarom? Met welk recht? Tenzij het erom te doen is de bruggepensioneerden te verdelen om later gemakkelijker te kunnen overgaan tot de afbraak van het stelsel voor iedereen.

Ook hier speelt het woord harmonisering een grotere rol dan velen wellicht vermoeden. Harmonisering van het fiscaal regime van de bruggepensioneerden met dat van de vervangingsinkomsten. Iedereen in dit halfrond weet nu stilletjes aan wat harmoniseren betekent. Het woordenboek van Dale zegt daar in deze betekenis het volgende over: «het — schijnbaar — tegenstrijdige met elkaar in overeenstemming — trachten — te brengen». Zeer verwonderlijk voor mij althans is dat door de huidige meerderheid steeds wordt geharmoniseerd in dalende lijn. Dat komt zeer duidelijk tot uiting in het Sint-Annaplan en de financierwet die wij thans bespreken. Inderdaad, niet minder dan 52 miljard moet door de sociale zekerheid op allerhande manieren worden ingeleverd en de nieuwe bruggepensioneerden dienen op hun beurt via de financierwet en de harmonisering talrijke miljoenen af te dokken voor het nieuw systeem van belastingen dat op hen van toepassing wordt.

Wat denkt de vrouw of de man die zich in dit geval bevindt daarover? Het laat hen koud of men nu spreekt van gelijkstelling met de andere vervangingsinkomsten of over harmonisering met de gewone gepensioneerden. Voor hen speelt de benaming die men aan de inlevering geeft geen enkele rol. Dit is althans de ervaring die ik opdoe op het werkveld. Wat voor hen van belang is, is het feit dat zij de centen die zij zuur hebben verdiend, moeten afstaan. Bij hen gaat het er alleen om in het bezit te kunnen blijven van deze zeer zuur verdiende centen.

Vergeet niet, collega's, dat het in sommige gevallen gaat over een inkomstenverlies van om en bij de 40 000 F per jaar. Voor wie slechts een inkomen heeft van 34 000 F per maand is duizend F tot drieduizend F per maand, nog steeds zeer veel geld. U kunt zich dan ook zeer gemakkelijk voorstellen wat 40 000 F koopkrachtverlies via deze financierwet voor hen betekent, vooral omdat dit niet het enige is waaronder de bruggepensioneerden en ook de gepensioneerden zullen lijden.

Even uw aandacht, mijnheer de minister, voor wat die mensen allemaal te wachten staat, ondanks de verklaringen die u en de regering voortdurend afleggen voor radio en TV. U beweert dat u zeker niet zult raken aan het inkomen van de kleine man, maar dat u integendeel de zwakkeren zult beschermen. U wijst erop dat het bestaansminimum met 2 pct. zal worden verhoogd.

Meent u werkelijk, mijnheer de minister, dat u omwille van 2 pct. verhoging op een inkomen van 20 084 F per maand voor samenwonende echtgenoten, op 14 764 F per maand voor alleenstaanden en op 10 042 F per maand voor elke andere met één of meerdere personen samenwonende mag beweren dat men de zwakkeren beschermt? Weegt dit op tegen de afbraak die zich voordoet in de verschillende branches van de sociale zekerheid?

De weerslag van de cumulatie van de sociale en fiscale maatregelen is inderdaad veel groter bij de allerzwaksten en wordt geenszins gecompenseerd door die 2 pct. verhoging. Even een paar voorbeelden voor alle duidelijkheid: Toepassing van remgeld voor klinische biologie en radiologie, afschaffing van begrafenisuitkeringen, verlies van 19 282 F bij overlijden van de partner.

Begrijpt u wat het voor de duizenden gepensioneerden betekent bij het overlijden van de partner, bij het verdriet van dat ogenblik, nog een materieel verlies te ondergaan van 19 282 F, op een ogenblik ook dat men zware kosten moet dragen? Bovendien moet de betrokkene rekening houden met een wachtperiode voor het overlevingspensioen, die vaak drie tot vier maanden bedraagt.

Eveneens negatief voor de gepensioneerden is de weerslag van het niet meer subsidiëren of, met andere woorden, van de afschaffing van de rijkstoelage bij vrijwillige ziekteverzekering met betrekking tot het ziekenvervoer, de uitkeringsdiensten en de herstellingsdiensten. Dit kan de opbrengst van de schamele 2 pct., die ik reeds citeerde, tenietdoen bij de kleinste tegenslag op gezondheidsvlak.

De afschaffing in Riziv-verband van het derde-betalerssysteem van de ambulante verzorging druist in tegen de belangen van de gepensioneerden omdat zij het meest een beroep doen op deze diensten.

U merkt het: de opbrengst van de 2 pct. verhoging voor de allerzwaksten in onze maatschappij kan niet opwegen tegen wat op tal van andere vlakken wordt afgenomen. Wat de regering geeft met de ene hand wordt dubbel en dik met de andere hand teruggenomen door het beknootten van de sociale wetgeving in het algemeen. Deze regering bekommert zich geenszins om de zwakkeren noch om de gemeenten. Het is duidelijk hoever de wortels van het neoliberalisme reiken, dat zonder veel woorden maar met veel daden mensen opzij schuift zodra zij niet meer renderen. Ook nu zullen de OCMW's de kastanjes uit het vuur moeten halen. Het doorschuiven van de lasten is weerom een feit in de liberale traditie: elk voor zich!

Erger is, nadat men gepensioneerden en vooral bruggepensioneerden hard heeft getroffen op sociaal vlak, dat men ze nu nog eens extra zal «aanpakken» op fiscaal vlak. Vooral nieuwe bruggepensioneerden zullen zwaar moeten inleveren ten opzichte van bruggepensioneerden van vóór 1 juni 1986 of 1 januari 1987. Het maakt mij wrevelig dat men in onze maatschappij opnieuw discriminatie invoert tussen mensen die tot eenzelfde systeem behoren, namelijk de bruggepensioneerden. Is het misschien de bedoeling van de huidige regering, binnen afzienbare tijd over te schakelen tot een harmonisering van alle brugpensioenen? U weet wat harmonisering voor de huidige regering betekent. Voor ons is het zeer duidelijk: gelijkschakeling naar beneden.

Ik ben de mening toegedaan dat ik de bal niet misla. Hoe kan het anders als de regering in de regeringsverklaring spreekt over een fiscale recuperatie van 5 miljard op de vervangingsinkomsten?

Mijnheer de minister, mocht het uw bedoeling zijn, te streven naar eenvormigheid in dalende lijn van het fiscaal stelsel voor alle gepensioneerden en vervangingsinkomsten, dan zullen de Vlaamse socialisten daartegen heftig protesteren. Zij zullen zich ook verzetten tegen uw handelwijze ten opzichte van nieuwe bruggepensioneerden en misschien ook ten opzichte van de bruggepensioneerden van vóór 1 juni 1986 of 1 januari 1987.

Het zou zeker niet fair zijn en nog minder eerlijk tegenover deze categorie van mensen. Waarschijnlijk zal iedereen wel met mij akkoord gaan, om te verklaren dat die generatie zeer hard heeft gewerkt en tevens heeft bijgedragen tot het verhogen van de welstand in ons land. Het gaat zeker over een leeftijdscategorie die haar leven lang zwaar heeft bijgedragen voor de sociale zekerheid en de belastingen en die vandaag zeker niet het slachtoffer mag worden van een onverantwoorde politiek van deze neoliberale regering.

De aangehaalde feiten en de naar mijn mening en mijn gevoel zeer duidelijke voorbeelden, bewijzen dat de taal en het woord door deze regering geschreven en gesproken zeker geen steek houden; het tegendeel is waar. De vennootschappen zullen zonder enige tegenprestatie een belastingvermindering genieten van 2 pct. Er komen nieuwe fiscale aanmoedigingen voor het pensioensparen. De wet-Cooreman-De Clercq zal voor de Staat in 1986 13,6 miljard minder inkomsten opleveren, terwijl het voor iedereen duidelijk is dat veelal de gegoeden en de meest gegoeden daarvan gebruik maken. En dan spreken we nog niet van het

charter van de belastingplichtige dat alleen de grote fraudeurs ten goede zal komen. Tegelijkertijd moeten de nieuwe bruggepensioneerden zwaar inleveren.

Zo is de liberale klassenstrijd, mijnheer de minister, niet met het woord maar geruisloos en met slinkse daden. Als de ACW-parlementsleden daaraan hun medewerking willen verlenen, is dat hun zaak.

Tenslotte wil ik nog even opmerken dat het systeem van harmonisering dat u wenst in te voeren op het fiscale vlak zeker niet eerlijk is tegenover een nieuwe bruggepensioneerde. Het is discriminerend. Men respecteert de beloften niet die werden gedaan in 1976 bij het tot stand komen van het gunstregime voor de bruggepensioneerden. Het systeem was bevorderlijk voor de tewerkstelling van jongeren. De grotere belastingvermindering die men de bruggepensioneerden toestond, werd gecompenseerd door tewerkstelling van de jongeren die hun plaats innamen, vooral omdat deze laatsten over het algemeen werkloos waren en zij daarna belastingen betaalden. Bruggepensioneerden stonden in zekere zin de maatschappij bij aangezien zij, enerzijds, plaats maakten voor jongeren en zij, anderzijds, bijdragen storten aan de sociale zekerheid en belastingen betaalden, wat hun gunstregime ten volle verantwoordde. Daarom ook werden de bruggepensioneerden in dit stelsel gelokt. Hun gunstregime was des te meer verantwoord wanneer men nagaat welke gunsten aan andere categorieën van burgers worden verleend; denken we maar aan de vermogenden, de aandeelhouders en de beleggers.

Ik wens de regering erop te wijzen dat men niet ongestraft de bevolking en in het bijzonder deze van de derde leeftijd voor de gek kan houden. Er zal een ogenblik komen dat loontje om zijn boontje komt. De gepensioneerden en mensen van de derde leeftijd beschikken misschien niet over dezelfde fysieke kwaliteiten als de actieve bevolking, maar zij hebben het voordeel van de kwantiteit. Laten wij niet vergeten dat het niet de kwaliteit maar de kwantiteit is die beslist zowel over het lot van een regering als over dat van de partijen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Coorens.

Mme Coorens. — Monsieur le Président, nul ne peut ignorer que depuis quelques années, sous Martens V déjà, et plus précisément depuis 1982, sous Martens VI, la sécurité sociale est devenue la victime privilégiée, l'institution à abattre de ce gouvernement qui prône l'effort mais réfute la solidarité!

Malgré un chômage sans cesse croissant et qui risque d'augmenter encore par l'application prochaine de mesure linéaires, aveugles et injustes, la sécurité sociale est actuellement en équilibre, tant les cotisations personnelles de la population et de ses travailleurs actifs ont été surdéveloppées, les pensions rabotées et les allocations sociales dégraissées.

Par la diminution dramatique des indemnités des cohabitants qui pénalise plus spécialement les femmes et les jeunes, par une participation de plus en plus accrue du malade à son budget soins de santé, par la dévalorisation du statut du handicapé, vous continuez à mettre la sécurité sociale et son principe même en péril avec la bénédiction de la FEB et du grand capital!

Mais hélas, vos mauvaises actions ne se terminent pas par ces mesures déjà inacceptables pour tous ceux qui souhaitent la solidarité et la justice pour les défavorisés et les plus démunis. En effet, après des négociations tumultueuses avec le syndicat du docteur Wynen, que vous rencontrez toujours avant de trancher — ce qui n'est plus tellement dans la manière gouvernementale vis-à-vis des syndicats des travailleurs —, et après une mise en page laborieuse d'un statut du médecin hospitalier qui ne satisfait personne, vous avez décidé de vous attaquer aux ennemis naturels d'une certaine médecine libérale, égoïste et corporatiste, je veux parler ici des mutuelles.

Je ne veux point entretenir une polémique à ce sujet, mais je voudrais marquer l'opposition nette de mon groupe à l'article 11 du projet de loi portant des dispositions fiscales.

Il s'agit, vous le savez, de cette disposition qui tend à limiter la déduction fiscale des cotisations d'assurance libre ou complémentaire contre la maladie ou l'invalidité versées à des sociétés mutualistes reconnues.

Voyons rapidement sept points qui concernent de préférence cette assurance, suivant l'arrêté royal du 13 avril 1965: certains soins de santé, le service ambulance, le service de convalescence, l'assurance-décès, l'épargne nuptiale, une allocation complémentaire dans le service incapacité et un service d'indemnités en cas d'hospitalisation.

Je ne reviendrai pas sur les trois points de l'assurance libre ou complémentaire dont le gouvernement a encore permis la déductibilité; c'est déjà cela de sauvé, pensons-nous, dans ce plan qui va sûrement pénaliser les mutuelles au bénéfice des assurances privées. Celles-ci, par le projet de l'épargne-pension se voient encouragées à chercher des contrats auprès de la population mieux nantie, pouvant encore se permettre de telles épargnes ou de nouvelles assurances.

Nous ne connaissons pas encore les modalités d'exécution de ce projet; vous vous contentez de prévoir que le produit financier sera estimé à 800 millions en 1986 et à 800 millions en 1987.

Cette estimation semble pourtant montrer, en toute logique, que vous ne nous avez pas tout dit, ce qui est d'ailleurs une des caractéristiques de ce gouvernement qui, de pouvoir spéciaux en pouvoirs spéciaux, ne nous donne jamais la clé des énigmes qu'il engendre à plaisir.

En résumé, il nous apparaît cependant, de toute évidence, que cette attaque indirecte contre les mutuelles est très sérieuse, car ce sont les personnes à revenus modestes qui pouvaient le mieux bénéficier des avantages donnés par l'épargne pré-nuptiale, le service d'ambulance ou de convalescence.

Il s'agit donc, d'une façon peu élégante, par le biais de la non-déductibilité, de décourager mutuelles et assujettis à continuer ces avantages.

Vous espérez, nous nous en doutons, que les assurances privées fleuriront bientôt afin d'accorder toute une série d'avantages connexes aux soins de santé proprement dits.

Ces mesures nous effraient car elles peuvent être le début d'autres restrictions, les prémices de la diminution de nombreux services que seules les mutuelles pouvaient raisonnablement donner à tous ceux qui vivent du produit de leur travail.

En proposant cet article 11, le gouvernement renforce le système de la société duale dans laquelle nous nous enfonçons de plus en plus, société à deux vitesses, avantages supprimés pour les moins riches, permissivité et déduction fiscale assurées pour les contribuables importants.

Il y a d'ailleurs entre la Charte de Quaregnon, du généreux Defuisseaux, et la charte du contribuable un abîme provoqué par le désir forcené de destruction de la protection sociale de ce néo-libéralisme qui écrase les plus pauvres et provoque, par son existence même, une nouvelle pauvreté!

Les CPAS seront de plus en plus sollicités mais vous leur avez, comme aux villes et communes, ôté les moyens financiers.

Après les restaurants du cœur, à quand la charité publique pour la sécurité sociale?

Je voudrais, pour terminer, dire quelques mots au sujet de la taxation des revenus de remplacement.

Différents articles visent à remplacer l'abattement de 10 p.c. par une réduction d'impôt; selon certains calculs, cette nouvelle méthode d'imposition rapporterait au Trésor un milliard cent millions.

Il ne s'agit donc pas ici d'une opération blanche et si, en principe, les lois fiscales n'ont pas un effet rétroactif, en application de l'article 49 de ce nouveau projet, la nouvelle réglementation s'appliquera toutefois aux allocations qui auront été versées au cours du premier semestre de 1986.

Ce système qui a déjà fonctionné en ce qui concerne les allocations de chômage et les pensions sera donc maintenant étendu aux indemnités de maladie et d'invalidité.

On peut dire, si l'on suit le rapport de la commission des Finances, que les personnes qui touchent une indemnité supérieure à 365 000 francs paieront des impôts plus élevés.

L'augmentation se chiffrera à 1 992 francs pour une indemnité de 400 000 francs, à 4 938 francs pour une indemnité de 450 000 francs et à 7 112 francs pour une indemnité de 500 000 francs.

On nous apprend que l'impact financier serait de 550 millions en 1987 et d'un milliard cent millions lorsqu'on sera en vitesse de croisière.

Il faut tout d'abord faire remarquer au gouvernement qu'il ne tient pas sa promesse quant à la non-augmentation de la pression fiscale ou parafiscale. En effet, ces mesures impliqueront, nul ne peut le nier, une augmentation de l'imposition principalement chez les pré-pensionnés qui seront encore une fois les victimes du libéralisme sauvage.

Une fois de plus, sous le couvert d'harmonisation, le gouvernement présente des mesures de nivellement par le bas.

Ceci est totalement inacceptable car, comme cela devient l'habitude dans cette législature, le caractère individuel cède la place à une réduction par ménage. Ceux-ci sont pénalisés lorsque les deux partenaires bénéficient de revenus excédant ensemble 10 p.c. de l'allocation maximum de chômage. Et dire qu'on nous parle de temps en temps du décumul des revenus des époux!

Nous pouvons d'ailleurs, sans risque de nous tromper, déceler dans ces lois fourre-tout et assez floues un manque d'harmonie, d'équilibre entre les citoyens.

Il y a surtout, et cela est très grave, une déviation de la ligne de conduite d'avant 1984. On a soutenu et encouragé les prépensionnés, mais on rabote sans cesse leur pouvoir d'achat; on veut, dit-on, une politique de l'emploi en faveur des jeunes, mais on oblige les femmes à travailler jusqu'à 65 ans pour bénéficier d'une pension complète.

Monsieur le ministre, nous n'avons plus confiance en vos paroles ni en votre gouvernement. Vous retirez insidieusement tous les avantages légitimes qu'on avait accordés aux travailleurs et aux allocataires sociaux; si l'austérité est indispensable, elle devrait être imposée avec plus d'humanité et de justice.

Ce projet de loi est la preuve que vous ne tenez aucune de vos promesses. Et le pays va s'enfoncer de plus en plus dans la morosité et l'immobilisme. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Holsbeke.

De heer Holsbeke. — Mijnheer de Voorzitter, indien u het me toestaat, zou ik de aandacht van de regering willen vestigen op een klein fragment van het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen, namelijk artikel 6, dat voorziet in een belastingvermindering voor invaliden en waarmee men beoogt de «thans geldende aftrek, van toepassing op de wettelijke vergoedingen inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering af te schaffen».

Laat me allereerst stellen dat die zogenaamde «vermindering» een bezuiniging zal opleveren van om en bij 1 300 miljoen frank. Dus in werkelijkheid zullen die invaliden meer moeten afdokken. Laten we dus alstublieft een correct woordgebruik respecteren en eerder spreken van een belastingverhoging voor de invaliden.

Bovendien hebben wij tevergeefs gezocht naar een verantwoorde bestaansreden van deze maatregel. De regering meent die te moeten vinden in de «sedert 1982 aangevangen harmonisering van het stelsel van de vervangingsinkomsten», die moet worden verder gezet.

We vinden het evenwel cynisch dat wegens een louter administratieve rationalisering een groep van sociaal zwakken moet worden getroffen, vooral dan omdat daartoe geen reden is. Men zal zich ongetwijfeld herinneren dat in elke saneringstrein, die de jongste vijf jaar vertrokken is, een groot pakket maatregelen zat die specifiek het inkomen van de langdurig zieken verminderen. Onder meer daardoor werd in de sector uitkeringen van het Riziv een boni geboekt sedert 1983.

Waarom dan nog verder burgers aanpakken, die uit die sector hun vervangingsinkomen moeten putten? De cijfers bewijzen toch klaar en duidelijk dat zij een kolossale steen hebben bijgedragen tot de gezondmaking van de staatsfinanciën!

Dat die «harmonisering» een drogreden is, bewijst de regering, door in haar ontwerp de harmonie te doorbreken en uit zogenoemde «rechtvaardigheidsoverwegingen» de invaliden een verhoogde belastingvermindering toe te kennen, wat de fiscale bepalingen nog chaotischer en ondoorgrondelijker maakt dan ooit voorheen.

Wie durft nog te spreken van een harmonisering? Voor de aandachtige lezer van het ontwerp zal het woordgebruik dat gehanteerd wordt door de opstellers wel verraden dat alles behalve het rechtvaardigheidsbeginsel een bepalende factor was voor het uitvaardigen van deze maatregel. In dit verband wil ik eventjes herinneren aan het studiewerk van oud-senator Herman De Leeck, die een typisch effect ontdekte in ons socialezekerheidsstelsel, en dat hij beschreven vond in het Mattheus-evangelie, namelijk «Want aan wie heeft, zal gegeven worden, en hij zal overvloed hebben/Maar aan wie niet heeft, zal ook ontnomen worden, want hij bezit.» Dit Mattheus-effect past de regering toe op een sociaal zwakke categorie, deze der langdurig zieken en invaliden.

Wie durft hier nog te spreken van rechtvaardigheidsoverwegingen? In elk geval weten de veldwerkers uit de welzijnssector, dat het Mattheus-

effect desastreus toeslaat en de ellendige armoede van de vierde wereld langzaam maar zeker uitbreiding neemt, zoals de woestijn vruchtbare landbouwgronden inpalmt en degenerereert tot dorre uitgedroogde zandvlakten.

Mijnheer de Voorzitter, in onze welvaartsstaat hebben wij een dergelijke sociale woestijn. Een aantal gegevens over het bestaansminimum kan dit best illustreren: zo steeg het aantal toekenningen van het bestaansminimum in 9 jaar tijd met 356 pct. In 1975 waren er 8 538 gevallen. In 1983 zomaar eventjes 38 949. De evolutie van het totale bedrag uitgekeerd bestaansminimum is al even spectaculair: in 1981 meer dan 790 miljoen en in 1984 meer dan 2 miljard.

Wij vrezen dat deze evolutie verder zal gaan, omdat binnenkort ook invaliden zich noodgedwongen tot het OCMW zullen richten, aangezien de middelen waarover zij of hun verwanten beschikken, steeds meer worden aangetast. Het merendeel van deze mensen is immers door de aard van hun gezondheidstoestand aangewezen op een dure medicatie.

De regering werkt de uitbreiding van de «sociale woestijn» dan ook in de hand door een dergelijke specifieke maatregel. Het rapport van de Koning-Boudewijnstichting betreffende de nieuwe armoede in België, gepubliceerd in oktober 1983 is blijkbaar in dovemansoren gevallen. De huidige minister schijnt de conclusies niet te kennen.

Wij kunnen gerust stellen dat vandaag, meer dan 2 jaar na de publicatie, het rapport achterhaald is en moet worden herschreven, want de nieuwe armoede is lang niet meer nieuw, heeft uitbreiding genomen en zal nog verder toenemen.

Daarom vragen wij aan de huidige bewindsploeg, dringend het ontwerp te herzien en de invaliden niet langer te bestraffen voor hun fysieke gebreken. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Baere.

De heer De Baere. — Mijnheer de Voorzitter, artikel 118 van dit ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen voorziet in een aanpassing van sommige toelagen voor dienstprestaties volbracht op zaterdag of zondag en op een feestdag en de toelage voor nachtprestaties.

De verdeelsleutel wordt als volgt bepaald: ten eerste, het bedrag van de uurtoelage voor nachtprestaties wordt van 12,50 F op 40 F gebracht; ten tweede, de notie «wachtprestatie» wordt verruimd; ten derde, de bedragen van de toelage voor dienstprestaties verricht op een zaterdag, een zondag of een feestdag, worden met 45 pct. verhoogd.

Het was op 7 februari dat de Ministerraad besliste dit bijzonder krediet van 361 miljoen toe te kennen voor het personeel van de rijkswacht. De regering trok zich daarna terug in conclaaf en om de pil van de budgettaire soberheid te vergulden, wordt voorgesteld voor het elitekorps van de ordehandhaving 361 miljoen voor overuren in te schrijven. Dit is 361 miljoen om de ordediensten achter zich te plaatsen, om de asociale beleidsbeslissingen te nemen waarvan men weet dat ze tot sociale afbraak zullen leiden.

Om deze aanpassingen door te voeren kijkt de regering af van artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging. Dit artikel verbiedt tot en met 31 december 1986, elke loonsverhoging, elk nieuw voordeel in geld of in natura, in om het even welke vorm met uitzondering van de tussentijdse verhogingen die in de bezoldigingsregeling zijn ingeschreven en welke het gevolg zijn van de normale bevordering. De verkorting van de arbeidsduur wordt evenmin beschouwd als een nieuw voordeel. Op basis van dit artikel werden door het Openbaar Ambt alle gelijkaardige aanpassingen van toelagen geweigerd. Gezien de algemene inlevering op lonen en vergoedingen is deze aanpassing onbegrijpelijk.

Wij zijn in genen dele tegen loonaanpassingen, maar waarom zullen deze aanpassingen slechts gelden voor de rijkswacht en wat met de ambtenaren van andere diensten die eveneens weekend- en nachtprestaties dienen te leveren?

Dergelijke maatregelen kunnen slechts leiden tot een gevoel van achteruitstelling en verbittering van het personeel dat gelijkaardige taken vervult, zonder dat hetzelfde stelsel van vergoedingen wordt toegepast. Zo onder meer dient de rijkswacht en de gemeentepolitie veelvuldig samen te werken en dit leidt tot wedde- en vergoedingsverschillen voor dezelfde taken.

Zonder de autonomie der gemeenten aan te tasten is het wenselijk dat door de bevoegde diensten een regeling zou worden gevonden om een zo groot mogelijke eenvormigheid te bekomen, wat zeker zou bijdragen

tot de kwaliteit en de samenwerking van de verschillende politiediensten. Te meer daar de minister verklaart dat de vergelijking van de weddeschalen tussen gemeentepolitie en rijkswacht in het nadeel uitvalt van de rijkswacht. Dit vaststellen, is echter niet voldoende. Verscheidene argumenten wijzen op de voordelen van een zo groot mogelijke eenvormigheid voor personeel dat in vele opzichten voor dezelfde taken wordt ingezet.

Eveneens dient er te worden gepleit voor regelingen die voornamelijk rekening houden met het groot aantal werklozen. Het aantal overuren zou in de mate van het mogelijke dienen te worden beperkt en de getalsterkte zou na grondig onderzoek evenwichtig moeten worden bepaald in verhouding tot de uit te voeren taken.

Toch willen wij erop wijzen dat het ons onbegrijpelijk voorkomt dat dit artikel met betrekking tot het betalen van bijzondere prestaties en overuren is opgenomen in het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen. De vraag werd gesteld in de commissie waarom dit zo was; het had enkel schouderophalen tot gevolg zonder verder antwoord. Meer en meer komt men tot de vaststelling dat het etiket de inhoud niet meer dient aan te duiden.

Sta me toe, mijnheer de minister, een vergelijking te maken, die u wellicht overdreven zal vinden.

In Antwerpen is er beroering omdat een mogelijk gestolen kanon wordt verscheept met als vermelding « machineonderdelen ». De regering doet ongeveer hetzelfde; zij stelt voor af te wijken van een koninklijke besluit dat geldig is tot 31 december 1986 om vergoedingen te betalen en vindt niets beters dan dit in het Parlement te brengen met een ontwerp dat de fiscale bepalingen dient te regelen. Begrijpe wie kan, maar het blijkt dat de urgentie van de zogenaamde veiligheid zo dringend was voor de regering, dat zelfs niet de nodige tijd bleef om de vereiste adviezen in te winnen en deze materie als een afzonderlijk ontwerp aan het Parlement voor te leggen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden hier te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur 30 voort.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures 30.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 20 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 20 m.*)